

Le budget—M. J. N. Turner

Puis, il aurait ajouté:

«Si les résultats sont insuffisants, le «Grand Frère» devra intervenir à nouveau», a-t-il signalé.

Je me demande si les hommes d'affaire de Toronto, Montréal et Vancouver, ont lu cette remarque.

Ces gars-là vont changer d'avis assez vite. Ils ne croient pas véritablement en ce qu'ils font. Je leur demande de nous montrer leurs calculs. Je demande au ministre de nous montrer comment il en est arrivé à des prévisions aussi optimistes. Je tiens à rappeler au ministre des Finances ce que nous a déclaré son chef, le premier ministre, au sujet des finances publiques, au cours de la campagne électorale. Il nous a dit que les Canadiens seraient mis au courant de tout et qu'on adopterait une comptabilité franche et honnête. Maintenant, qu'ils nous la donnent cette comptabilité.

Nous savons que plus de la moitié des réductions du déficit, 2 milliards cette année et 1 milliard l'année prochaine, viendront de ce que le ministre appelle une meilleure gestion des programmes. Pendant la séance d'information à huis-clos, mes collègues de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston), Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) et Laval-des-Rapides ont demandé aux fonctionnaires qui avaient préparé le budget ce que cela voulait dire. Nous leur avons demandé d'où viendrait l'argent. Ils ne savaient pas. Ils ne pouvaient pas répondre et le ministre des Finances en est tout aussi incapable. Comme le disait Jeff Rose, le président du SCEP, ce budget est basé sur des élans de foi et des hypothèses enfantines qui veulent que le secteur privé créera des emplois alors que les consommateurs dépenseront moins.

Je prétends que retirer 4 milliards de l'économie l'an prochain, enlever 4 milliards au consommateur, c'est une bien mauvaise politique économique. C'est un argument qu'a déjà présenté mon collègue, le député de Laval-des-Rapides, plus tôt aujourd'hui. Le budget enlève 4 milliards à la demande. D'où viendra l'argent pour acheter les biens produits par le secteur privé? Comment la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs canadiens peut-elle créer des emplois? Comment cela peut-il aider la petite entreprise?

Le gouvernement compte sur le marché américain pour exporter nos produits. Il compte sur le marché américain pour faire tourner notre grande entreprise. Toutefois, alors qu'il nous dit que le budget s'adresse surtout à la petite entreprise, il supprime 4 milliards à la demande intérieure, de l'argent qui ne pourrait aller qu'à la petite entreprise et à ses produits. Nous pouvons donc conclure que la petite entreprise n'en profitera pas. Les petits entrepreneurs de ce pays pâtiront du budget. Nous prévoyons que ce retrait de 4 milliards coûtera entre 125,000 et 150,000 emplois.

Data Resources, entreprise de prévision bien connue, vient juste de faire connaître le résultat de ses calculs. Son rapport fait la prédiction suivante:

Le remède amer du gouvernement fera baisser la croissance de la production réelle de 0.3 p. 100 cette année et de 0.2 p. 100 en 1986.

Il poursuit plus loin en prédisant ceci:

Les mesures d'austérité pourraient faire augmenter le taux de chômage l'an prochain d'une fraction atteignant 0.3 p. 100.

Ce n'est pas un budget créateur d'emplois. Ce n'est pas un programme favorisant la croissance ou la création d'emplois.

Le ministre s'en remet à l'assouplissement des règles régissant l'emploi de fonds provenant des programmes d'épargne-

retraite et des régimes de retraite pour stimuler les investissements dans les petites entreprises. J'ignore à quel point cette mesure peut être réaliste. J'ai été fiduciaire pour les régimes de retraite d'un grand nombre de travailleurs. Je sais que, tout comme les autres fiduciaires de tels régimes, j'ai le devoir à titre de fiduciaire de protéger et de faire croître les capitaux accumulés dans ces régimes. J'aimerais savoir combien de régimes de retraite et de régime d'épargne-retraite vont réellement investir dans des entreprises à risque élevé alors que les fiduciaires chargés de gérer ces fonds ont le devoir de protéger et de faire fructifier leurs capitaux. Les auteurs du budget veulent illusionner la population et prennent leurs désirs pour la réalité.

Nous avons dit que la meilleure façon de venir en aide aux petites entreprises canadiennes et de persuader les Canadiens d'y investir serait de permettre de déduire du revenu le plein montant des pertes en capital investi dans les petites entreprises. Cela aurait contribué bien davantage à l'essor des petites entreprises que n'importe quelle des mesures annoncées dans le budget. Que dire du programme à l'intention des jeunes entrepreneurs pour lesquels nous proposons des capitaux de démarrage de \$100,000? Et que dire de la proposition de comptoir unique pour tous les services gouvernementaux à la Banque de développement des petites entreprises?

Qu'est-il advenu des promesses du gouvernement de réduire le fardeau fiscal des petites entreprises, de simplifier le régime fiscal, de revoir la politique d'achat du gouvernement afin que les petites entreprises puissent obtenir leur juste part, et de créer des méthodes de financement plus accessibles? Le ministre prétend que l'exemption d'un demi-million de dollars en gains en capital profitera aux petites entreprises, mais là encore cette exemption n'a pas de cible. Absolument rien ne garantit qu'une part de l'argent investi et sur lequel les citoyens mieux nantis feront valoir leur droit à des exemptions ira à la petite entreprise.

A propos, seulement 4 p. 100 des Canadiens font des gains en capital. Il n'y a en effet que 150,000 Canadiens qui investissent leur argent de façon à se prévaloir des exonérations applicables aux gains en capital, exonérations qui ne sont assujetties à aucune condition.

Vous le savez, monsieur le Président, les députés de notre parti ont à cœur la promotion du secteur privé. J'ai toujours présenté des budgets qui lui étaient favorables. Nous estimons que le secteur de la petite entreprise est l'agent de la croissance de notre pays. Nous estimons en outre qu'il peut et doit créer des emplois. C'est la raison pour laquelle nous avons, au cours de la campagne électorale, présenté les programmes que je viens de décrire. Nous estimons que le succès mérite une récompense. Nous estimons que le risque aussi mérite une récompense. Ce sont là les principes fondamentaux de notre parti.

Comme en fait foi le hansard du 24 mai, le ministre a déclaré ce qui suit:

Les réactions de toutes sortes de gens montrent bien qu'ils trouvent le budget équitable.

Pourtant, le gouvernement va priver la famille moyenne de \$350 à \$500, alors qu'il offre une gratification de \$125,000 en argent comptant aux nantis qui ont les moyens d'investir et de toucher des gains de capital. Cependant, il n'existe aucun rapport entre cette exonération et la petite entreprise. Rien n'assure en effet que l'argent sera investi dans une entreprise à